



Séance ordinaire du jeudi 20 septembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Josy SCHWARTZ, suppléant de Laurent JAOUL, Claudine VASSAS MEJRI, suppléant de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Renaud CALVAT, Audrey LLEDO, Djamel BOUMAAZ, Isabelle GUIRAUD.

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Site des Salines - Convention de gestion avec le Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon - Année 2018 - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Marc LUSSET, Vice-Président, rapporte :

Situé sur les Communes de Villeneuve-lès-Maguelone, Mireval et Vic-la-Gardiole, le site naturel protégé des Salines de Villeneuve (ancien site industriel, propriété du Conservatoire du Littoral) couvre 292 hectares, des berges de l'étang de Vic aux pieds du massif de la Gardiole.

Depuis 2009, la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, Thau Agglo, le Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon (CEN LR) et le SIEL (Syndicat Mixte des Etangs Littoraux) assurent, par conventionnement, la gestion de ce site, vitrine de la biodiversité et de l'exploitation passée des milieux lagunaires languedociens, en tant que site pilote de gestion d'une zone humide.

Chaque année, le CEN LR établit le plan de gestion partenarial nécessaire à la préservation de la zone humide et au respect de sa biodiversité, ainsi qu'à l'accompagnement du grand public dans la découverte et la connaissance de cet espace remarquable.

Le CEN LR est une association loi 1901 qui œuvre dans l'intérêt général pour la connaissance et la préservation des sites et milieux naturels en privilégiant la maîtrise foncière et d'usage pérenne par lui-même ou par ses partenaires. Elle regroupe une équipe de 25 permanents, experts naturalistes et gestionnaires d'espaces naturels.

Pour sa part, Montpellier Méditerranée Métropole identifie le site des anciennes Salines de Villeneuve-lès-Maguelone, comme un site naturel sensible présentant un potentiel de valorisation, tout en respectant sa fragilité. Ainsi, depuis 2013, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité s'associer à la gestion du site. Elle est particulièrement attentive à la gestion hydraulique de ce milieu aquatique fragile. L'exercice de la nouvelle compétence GEMAPI, qui s'appuie sur une gestion exemplaire de ce site, confirme l'intérêt de Montpellier Méditerranée Métropole pour que ce patrimoine source de développement économique soit préservé en tenant compte de l'ensemble des enjeux.

Pour l'année 2018, la convention de partenariat proposée se traduit par l'attribution d'une subvention 9 500 € (environ 8% du coût de l'action), en continuité avec les années précédentes. Pour les années suivantes, les modalités de cette convention seront revues afin de tenir compte de la dissolution du SIEL, désormais engagée et effective au 31 décembre prochain.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention de 9 500 € au Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon au titre de la gestion du Site des Salines de Villeneuve pour l'année 2018 ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention de partenariat 2018 entre la Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/09/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 28 septembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180920-54709-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 28/09/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.